

XXX

XXX

COUR D'APPEL DE BORDEAUX

Chambre de l'instruction

N° XX

Audience du XX – 14h00

**MEMOIRE DEVANT LA CHAMBRE DE L'INSTRUCTION PRES
LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX**

POUR :

Monsieur XXXX

Ayant pour Avocat, **Maître XX**
Inscrit au Barreau de BORDEAUX,
XX – 33000 BORDEAUX

RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Monsieur XXX arrivait en France en XX.

Le XX, il était interpellé à la suite d'un contrôle XXXX.

Les forces de l'ordre lui indiquaient qu'il faisait depuis le XX l'objet d'un mandat d'arrêt européen délivré par les autorités judiciaires XX, XX aux fins de poursuite pénales pour des faits de XX, faits commis entre le XX à XX en XX.

Monsieur XXX déclare séjourner depuis cette décision XXX où il travaille de manière irrégulière.

Monsieur XX était présenté le XX devant Madame le Substitut général de la Cour d'appel de BORDEAUX.

Devant le magistrat, il déclarait d'une part accepter sa remise aux autorités XX et d'autre part ne pas renoncer au principe de spécialité.

La Chambre de l'instruction, juridiction de céans, était saisie pour l'audience du XXX à 14h00.

C'est en l'état que se présente cette affaire.

* * *
* *
*

DISCUSSION

I. SUR L'ACCEPTATION DE L'EXÉCUTION DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 695-22 ET SUIVANTS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

A. En droit

Selon l'article 695-22 du code de procédure pénale :

L'exécution d'un mandat d'arrêt européen est refusée dans les cas suivants :

1° Si les faits pour lesquels il a été émis pouvaient être poursuivis et jugés par les juridictions françaises et que l'action publique est éteinte par l'amnistie ;

2° Si la personne recherchée a fait l'objet, par les autorités judiciaires françaises ou par celles d'un autre Etat membre que l'Etat d'émission, d'une décision définitive pour les mêmes faits que ceux faisant l'objet du mandat d'arrêt européen à condition, en cas de condamnation, que la peine ait été exécutée ou soit en cours d'exécution ou ne puisse plus être ramenée à exécution selon les lois de l'Etat de condamnation ;

3° Si la personne recherchée était âgée de moins de treize ans au moment des faits faisant l'objet du mandat d'arrêt européen ;

4° (abrogé)

5° S'il est établi que ledit mandat d'arrêt a été émis dans le but de poursuivre ou de condamner une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, de sa langue, de ses opinions politiques ou de son orientation sexuelle ou identité de genre, ou qu'il peut être porté atteinte à la situation de cette personne pour l'une de ces raisons. »

Selon l'article 695-23 du Code de procédure pénale :

« L'exécution d'un mandat d'arrêt européen peut également être refusée si le fait faisant l'objet dudit mandat d'arrêt ne constitue pas une infraction au regard de la loi française. »

Selon l'article 695-24 du Code de procédure pénale :

« L'exécution d'un mandat d'arrêt européen peut être refusée :

1° Si, pour les faits faisant l'objet du mandat d'arrêt, la personne recherchée fait l'objet de poursuites devant les juridictions françaises ou si celles-ci ont décidé de ne pas engager les poursuites ou d'y mettre fin ;

2° Si la personne recherchée pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté est de nationalité française, a établi sa résidence sur le territoire national ou demeure sur ce territoire et si la décision de condamnation est exécutoire sur le territoire français en application de l'article 728-31 ;

3° Si les faits pour lesquels il a été émis ont été commis, en tout ou en partie, sur le territoire français ;

4° Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat membre d'émission et que la loi française n'autorise pas la poursuite de l'infraction lorsqu'elle est commise hors du territoire national ;

5° Si la personne recherchée a fait l'objet, par les autorités judiciaires d'un Etat tiers, d'une décision définitive pour les mêmes faits que ceux faisant l'objet du mandat d'arrêt européen, à condition, en cas de condamnation, que la peine ait été exécutée ou soit en cours d'exécution ou ne puisse plus être ramenée à exécution selon les lois de l'Etat de condamnation ;

6° Si les faits pour lesquels le mandat d'arrêt européen a été émis pouvaient être poursuivis et jugés par les juridictions françaises et si la prescription de l'action publique ou de la peine se trouve acquise. »

B. En fait

Entendu les XXX dernier, Monsieur XXX déclarait ne pas avoir eu connaissance de l'existence d'un mandat d'arrêt européen contre sa personne.

Il indiquait également qu'à la date de la commission des faits, objet des poursuites, il n'était pas présent en XXX.

Les faits poursuivis en XXX relèvent également d'une qualification pénale française, la double qualification – récriproque – est acquise.

La peine encourue est de XX années d'emprisonnement.

La prescription de droit commun allemand est proportionnelle à l'échelle des sanctions encourues pour l'infraction considérée : en l'espèce pour une infraction de 5 à 10 ans d'emprisonnement la prescription de l'action publique allemande est de 10 ans (§78 al 3. StGB).

La prescription n'est donc pas éteinte.

Les faits poursuivis ne relèvent pas de la compétence des juridictions françaises.

Monsieur XXX déclare être innocent.

(... éléments de personnalité)

Monsieur XXX comprend toutefois la procédure du mandat d'arrêt européen et des conséquences de son exécution.

Au regard de ces éléments, Monsieur XXX souhaite s'expliquer le plus rapidement et de s'expliquer le plus rapidement pour les faits de la prévention allemande.

Par conséquent, la Chambre de l'instruction ne pourra que constater l'accord de Monsieur XXXX à sa remise volontaire aux autorités judiciaires allemandes aux fins d'exécution le mandat d'arrêt européen.

II. SUR L'ABSENCE DE RENONCEMENT AU PRINCIPE DE SPÉCIALITÉ

A. En droit

Selon l'article 695-18 du code de procédure pénale :

« Lorsque le ministère public qui a émis le mandat d'arrêt européen a obtenu la remise de la personne recherchée, celle-ci ne peut être poursuivie, condamnée ou détenue en vue de l'exécution d'une peine privative de liberté pour un fait quelconque antérieur à la remise et autre que celui qui a motivé cette mesure, sauf dans l'un des cas suivants :

1° Lorsque la personne a renoncé expressément, en même temps qu'elle a consenti à sa remise, au bénéfice de la règle de la spécialité dans les conditions prévues par la loi de l'Etat membre d'exécution ;

2° Lorsque la personne renonce expressément, après sa remise, au bénéfice de la règle de la spécialité dans les conditions prévues à l'article 695-19 ;

3° Lorsque l'autorité judiciaire de l'Etat membre d'exécution, qui a remis la personne, y consent expressément ;

4° Lorsque, ayant eu la possibilité de le faire, la personne recherchée n'a pas quitté le territoire national dans les quarante-cinq jours suivant sa libération définitive, ou si elle y est retournée volontairement après l'avoir quitté ;

5° Lorsque l'infraction n'est pas punie d'une peine privative de liberté. »

Selon l'article 695-18 du code de procédure pénale :

« Pour le cas visé au 2° de l'article 695-18, la renonciation est donnée devant la juridiction d'instruction, de jugement ou d'application des peines dont la personne relève après sa remise et a un caractère irrévocable.

Lors de la comparution de la personne remise, la juridiction compétente constate l'identité et recueille les déclarations de cette personne. Il en est dressé procès-verbal. L'intéressé, assisté le cas échéant de son avocat et, s'il y a lieu, d'un interprète, est

informé des conséquences juridiques de sa renonciation à la règle de la spécialité sur sa situation pénale et du caractère irrévocable de la renonciation donnée.

Si, lors de sa comparution, la personne remise déclare renoncer à la règle de la spécialité, la juridiction compétente, après avoir entendu le ministère public et l'avocat de la personne, en donne acte à celle-ci. La décision précise les faits pour lesquels la renonciation est intervenue. »

B. En fait

Monsieur XXX lors de son défèrement devant Madame le Substitut général près la Cour d'Appel de Bordeaux a indiqué qu'il ne souhaitait pas renoncer au principe de spécialité.

Monsieur XXXX renouvelle sa volonté et déclare devant la juridiction de céans ne pas souhaiter renoncer au principe de spécialité.

* * *
* *
*

PAR CES MOTIFS

Plaise à la Chambre de l'instruction

*Vu l'article 695-22 et suivants du code de procédure pénale ;
Vu la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation ;
Vu la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ;*

CONSTATER l'accord de Monsieur XXX à sa remise volontaire en exécution du mandat d'arrêt européen délivré le XXX par les autorités judiciaires allemandes de XXX aux fins de poursuite pénales pour des faits de XXX, faits XXX à XXX en Allemagne sur le fondement de l'article 695-31 du Code de procédure pénale

CONSTATER que Monsieur XXX ne renonce pas au principe de spécialité.

En conséquence,

ORDONNER l'application du principe de spécialité sur le fondement des articles 695-18 et 695-19 du Code de procédure pénale.

SOUS TOUTE RESERVE
ET CE SERA JUSTICE

Le XXX
Maître XXX

N.B : les faits relatifs au refus d'exécution du MAE sont à voir en l'espèce et sont difficiles à reproduire en modèle

- principalement la prescription*
- principalement le fait que la peine puisse être exécutée en France*
- Exceptionnellement la vie privée familiale (très stricte) et l'article 3 CEDH*

Ne pas hésiter à vérifier de possibles nullité de la rétention judiciaire à soulever in limine litis.